

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 20 avril 2022
(Convocation du 15 avril 2022)

Aujourd'hui, le 20 avril 2022 à 09h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	5
• Voix	5
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

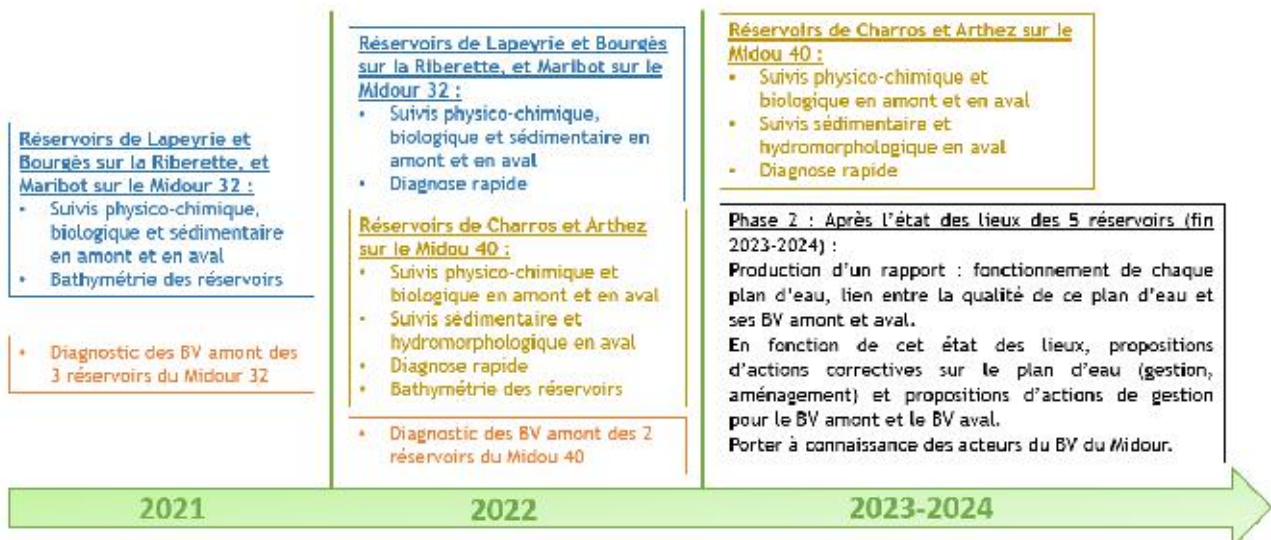
Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Étude de la qualité des eaux du bassin versant du Midour aval - Attribution du marché

Exposé des motifs :

Rappel - Contenu de l'opération globale « Étude de la qualité des eaux du bassin versant du Midour » (fiche programme 40)

Le programme prévisionnel de cette étude pluriannuelle (durée estimée de 3 ans), dont la maîtrise d'ouvrage et l'animation sont assurées par l'Institution Adour, est le suivant :



Localisation des réservoirs :



Le suivi de la qualité des eaux objet du présent marché correspond à la seconde étape de l'étude globale et pluriannuelle de la qualité des eaux du bassin versant du Midour gersois et landais. Il s'agit ici de suivre la qualité des eaux du bassin versant du Midour aval, en lien avec les 2 réservoirs de soutien d'étiage présents sur ce territoire : Charros et Arthez.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Le suivi se déroulera de 2022 à 2024. Cette étude fait suite à une étude lancée en 2021 sur le bassin versant amont (3 réservoirs : Lapeyrie, Bourgès et Marvot - durée prévisionnelle : 2 ans).

Les prestations visées ici sont :

- Caractérisation des lacs de Charros et Arthez,
- Suivis biologique, physico-chimique et sédimentaire des cours d'eau en amont et en aval des lacs,
- Production d'un rapport pour chaque lac (et son BV associé) au terme de deux ans de suivi : influence du BV amont sur la qualité des eaux du lac, et influence des réalimentations et de la présence du lac, et du bassin versant sur les cours d'eau à l'aval.

Une consultation ayant pour objet « Suivi de la qualité des eaux sur le bassin versant du Midour aval » sous forme de procédure adaptée a été réalisée avec publicité au BOAMP du 21 janvier 2022 au 28 février 2022 à 23h55.

3 offres ont été reçues :

- HYDROSPHERE (sous-traitants Carso, Artemis, Bellariva)
- AQUASCOP (sous-traitant Carso)
- AQUABIO (sous-traitant LPL)

Analyse des offres (y compris une demande de précisions/négociation) à chacun des candidats) :

Après examen des critères de sélection des offres, il est attribué à chaque candidat les notes suivantes :

	HYDROSPHERE	AQUASCOP	AQUABIO
Valeur technique (/60 points)	52	52,5	49
Prix des prestations (/40 points)	38,21	40	31,37

Note globale	sur 100 points
HYDROSPHERE	90,21
AQUASCOP	92,50
AQUABIO	80,37

Le classement des offres est donc le suivant :

Classement des offres	Candidat
1	AQUASCOP
2	HYDROSPHERE
3	AQUABIO

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité



DECIDE

Article 1

- d'attribuer le marché concernant l'étude de la qualité des eaux sur le bassin versant du Midour aval à la société AQUASCOP, pour un montant de 97 095,00 € HT, soit 116 514,00 € TTC,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 20 avril 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE